

# Une délégation franco-ouest africaine au SARA

L'enseignement agricole développe ses partenariats avec la Côte d'Ivoire à l'occasion du plus important salon de l'agriculture d'Afrique de l'Ouest, le SARA (Salon de l'agriculture et des ressources animales), qui s'est tenu au parc des expositions d'Abidjan du 29 septembre au 8 octobre 2023.



Accompagnée par les deux animateurs du réseau Afrique de l'Ouest et le chargé de coopération Afrique subsaharienne de l'enseignement agricole pour la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (BRECI) du Ministère de l'agriculture et de

la Souveraineté alimentaire, la délégation a associé des personnels de l'enseignement agricole français (la directrice et un membre de l'équipe de l'exploitation agricole de l'EPL de La Roche-sur-Yon, une enseignante de l'EPL du Morvan, le directeur du CFAA de La Bretonnière) mais aussi de partenaires africains, venant du Bénin et du Sénégal, spécialistes de l'agroécologie : Pascal Gbenou, directeur de la ferme-école SAIN et enseignant chercheur à l'Université Nationale d'Agriculture au Bénin, et Sidy Tounkara, chercheur à l'IPAR (Initiative et Prospective Agricole et Rurale), membre de la fondation FARM et point focal de la Dytaes (Dynamique pour une transition agroécologique au Sénégal).

## **Panels et conférences**

La délégation a assisté à plusieurs conférences donnant à entendre les préoccupations majeures de l'agriculture ouest-africaine, telle que la conférence inaugurale du Salon intitulée « L'agriculture africaine face aux défis des chocs internes et externes : quelles innovations structurelles pour améliorer les secteurs agricoles et garantir la souveraineté alimentaire ? » puis la table ronde sur le thème « Jeunesse et agriculture africaine résiliente » à laquelle a participé Alain Moulinier, du CGAAER, qui a représenté le ministre du MASA et a abordé les enjeux environnementaux, sociétaux et démographiques, mentionnant notamment les ambitions du PLOA (Pacte et loi d'orientation et d'avenir agricoles) : améliorer la souveraineté, augmenter la résilience, accompagner les transitions, favoriser l'installation et le renouvellement des actifs. Il a été souligné que le changement climatique oblige à des transformations de nos systèmes de productions et donc des pratiques, appelle à des compétences nouvelles ou renforcées comme en matière de gestion de l'eau, de protection des sols ou de numérique. Cela passe en particulier par un investissement dans la transformation de l'enseignement agricole. Ces thématiques ont trouvé un écho lors du side-event de la CEDEAO sur « L'agriculture intelligente face au climat (AIC) et l'agroécologie : opportunités et défis pour l'Afrique de l'Ouest », de même que dans la présentation organisée par FranceAgriMer de l'expertise française en aviculture, au cours de laquelle le réseau CEFAGRI a eu l'occasion d'évoquer son fonctionnement et son rôle en matière de mobilisation de l'expertise de l'enseignement agricole.

Le réseau Afrique de l'Ouest de l'enseignement agricole a également proposé un panel de regards croisés ouest-africains et français sur le thème « Formation agricole, agroécologie et coopération », en partenariat avec le METFPA (Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage), l'INFPA (Institut national de formation

professionnelle agricole) représenté par son directeur général Marc-Olivier Togbe, et l'ambassade de France en Côte d'Ivoire, avec Jean-Pierre Chomienne, Conseiller aux affaires agricoles, et Marie-Laure Martial, du Service de coopération et d'action culturelle. En ouverture des échanges, a été visionné le film « Agri-cultures / la coopération – la Côte d'Ivoire ». En présence d'une centaine de personnes (inspecteurs, directeurs, formateurs, apprenants des établissements ivoiriens, étudiants ouest-africains), les membres de la délégation ont illustré la thématique du panel par des exemples concrets issus de leurs organismes respectifs (activités liées au plan EPA2 pour les EPL français, de la ferme SAIN au Bénin, d'IPAR au Sénégal). Cet événement a permis de renforcer le rapprochement entre l'INFPA et le METFPA et ainsi favoriser les synergies entre institutions ivoiriennes en charge de la formation agricole. Il a également permis de mettre la lumière sur la mission de coopération internationale de l'enseignement agricole français et de montrer comment celui-ci est en mesure d'être un partenaire pour contribuer au renforcement des capacités de systèmes de formation agricole et rurale comme levier central du développement agricole.



## **Rencontres professionnelles et institutionnelles**

La délégation a été reçue par le ministre d'État en charge de l'agriculture, M. Adjoumani, qui est en outre passé saluer les participants au panel « Formation agricole, agroécologie et coopération ». Une réunion de travail a aussi pu se tenir avec M. N'Guessan Koffi, ministre de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, ouvrant des perspectives de coopération avec de nouveaux établissements proposant des formations agricoles en Côte d'Ivoire, dont le lycée professionnel sectoriel de formation aux métiers agricoles de Botro.



Sur  
r  
le  
pa  
vi  
ll  
on  
Fr  
an



ce, une réunion avec des représentants de la région AURA (Chambre d'agriculture, AFDI, Fédération nationale des communes pastorales) a permis d'aller dans le sens d'une bonne implication de l'enseignement agricole dans leurs initiatives avec la Côte d'Ivoire. La rencontre avec la responsable de l'entreprise Prestige chocolat a permis d'envisager la vente de son champagne au chocolat dans les boutiques des EPL en partenariat avec la Côte d'Ivoire.

En parallèle des visites et rencontres au SARA, les membres de la délégation ont poursuivi les échanges avec leurs partenaires de l'INFPA en se rendant dans les établissements de Bingerville (CAPP, ESEMV, ERA-Sud) et de Tiébissou. Aquaculture, élevages, aménagement paysager, maraîchage (dont une expérimentation croisée sur le semis de pommes de terre) constituent les principaux domaines sur lesquels portent les projets de partenariat, se concrétisant notamment par des mobilités réciproques.

## **Le rôle des animateurs du réseau**

Outre l'organisation logistique de la mission collective, il revient aux animateurs du réseau de faciliter les contacts entre établissements français et ivoiriens en l'occurrence. C'est ce qui a notamment été effectué en amont de cette mission en Côte d'Ivoire, lors du Salon international de l'agriculture à Paris en mars dernier, sur le stand de l'INFPA. Un temps d'échange avec des enseignants de l'EPL du Loiret a permis à un groupe d'étudiants de BTSA ACSE du lycée agricole Le Chesnoy d'être accueilli par l'INFPA à Bingerville

pour un voyage d'étude, se poursuivant auprès des cacaoculteurs de San Pedro dans le cadre d'un projet porté par l'AFDI. Et la mise en relation de l'équipe de direction de l'EPL du Morvan avec celle de l'INFPA a été suivie de la possibilité de participer à cette mission en Côte d'Ivoire et de lancer concrètement le partenariat par l'accueil dans le Morvan de deux volontaires ivoiriens en service civique.

Jean-Roland Arbus nous fait part de son expérience : « En tant qu'animateur du réseau Afrique de l'Ouest, cette mission m'a permis d'accompagner, faciliter et finaliser un partenariat naissant entre l'EPL du Morvan spécialisé en aquaculture, représenté par Nathalie Guenard, enseignante, et l'un des 11 établissements de l'INFPA, l'école spécialisée en aquaculture de Tiébissou, à 300km au Nord-Est d'Abidjan, représentée par son directeur Zoué Lassina. Durant deux jours, nous avons pris du temps pour mieux nous connaître et nous comprendre pour démarrer ce partenariat sur de bonnes bases. Nous avons découvert l'ensemble de l'établissement : locaux d'enseignement, internats, logement possible d'étudiants français en mobilités individuelles ou collectives, équipe de direction, bassins d'élevages des poissons. Nous avons aussi pu rencontrer les deux jeunes services civiques ivoiriens, Ézéchiél et Emmanuel, en partance pour l'EPL du Morvan, évoquer leur préparation au départ pour les mettre en confiance. Une charte de partenariat a été finalisée et signée par les deux représentants, avec notamment la réalisation d'un programme de mobilités entrantes et sortantes planifiées sur trois ans, avec les difficultés probables à surmonter.

Ce lancement de partenariat résume bien le type de travail d'un animateur de réseau : mettre en bonne voie le rapprochement de deux établissements et les accompagner en chemin par la suite. »







## **Des liens consolidés avec France Volontaires**

L'une des modalités majeures de coopération avec la Côte d'Ivoire depuis 2018 est l'accueil d'étudiants sortant de l'INFPA pour des missions de service civique en lycées agricoles français, et ce toujours en lien avec France Volontaires. Une nouvelle rencontre avec les représentants de France Volontaires en Côte d'Ivoire a d'ailleurs permis de valider une procédure conjointe de sélection, accueil et suivi de jeunes ivoiriens issus de l'INFPA pour des missions de service civique en lycées agricoles français. À cette occasion a été présenté le film « Agri-cultures / le service civique – la Côte d'Ivoire ».

### **La mission vue par une directrice d'établissement**

Patricia Darjo, directrice de l'EPLEFPA Nature de La Roche-sur-Yon, témoigne : « Accompagnée de Michèle Raitière, responsable de l'atelier maraîchage du lycée Nature, cette nouvelle mission de coopération internationale à Abidjan nous a permis de répondre à plusieurs objectifs.

Durant plusieurs jours la délégation française a participé au SARA dans un lieu nouvellement construit. La thématique de ce salon de l'agriculture était tournée vers la jeunesse et l'agriculture africaine résiliente. J'ai pu rencontrer de nombreux interlocuteurs du monde agricole particulièrement en agroalimentaire et confronter ainsi nos points de vues sur des préoccupations communes. Nous avons participé à deux

conférences en lien avec les transitions agroécologiques et la souveraineté alimentaire. Nous avons également pu témoigner de nos actions sur ces thématiques.



Cette mission a été l'occasion de renforcer notre coopération avec l'INFPA, ERA SUD, le CAPP et l'école d'élevage de Bingerville. Nous avons fait un bilan croisé des missions réalisées par Services civiques français et ivoiriens. Nous avons travaillé sur nos pratiques de recrutement, affiné nos attentes réciproques et trouvé un consensus pour améliorer nos conditions d'accueil de nos jeunes volontaires. Un travail très constructif que nous avons exposé auprès de France Volontaires. D'autre part, nous recevrons à la Roche-sur-Yon en avril 2024 une délégation de l'école d'agriculture de Bingerville constituée d'étudiants, de formateurs et des directeurs.

Une expérimentation sur l'implantation de la pomme de terre en terre africaine va démarrer sur nos établissements respectifs français et ivoiriens. Le protocole a été écrit lors d'une journée de travail à ERA Sud.

J'ai particulièrement apprécié les nombreux contacts avec les professionnels du monde agricole, avec nos partenaires des différentes écoles agricoles jusqu'à l'entrevue avec le ministre d'État de l'Agriculture. Ce fut des moments de dialogues professionnels, constructifs, sincères et amicaux, qui nous ont permis de confirmer nos préoccupations communes

et l'intérêt de continuer à travailler ensemble. Je tiens à remercier tous nos partenaires ivoiriens et les membres de la délégation française bien en phase avec les objectifs de cette mission. »

## **Des pistes de partenariat renforcées**

Sidy Tounkara, représentant d'IPAR Sénégal, nous livre ici les perspectives de partenariat qu'il envisage à la suite de cette mission franco-ouest africaine :

*« Quelques axes de coopération entre IPAR Think Tank, les partenaires du Ministère français de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA), l'Université Nationale d'Agriculture (UNA) du Bénin et les structures de formation professionnelle agricole du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Bénin et de la France sont identifiés.*

*Coopérer autour des projets de renforcement de capacités des acteurs déjà engagés dans la transition agroécologique et de formation initiale et/ou continue des jeunes apprenants dans le domaine agricole en mettant le focus sur la promotion de l'agroécologie. À ce niveau, il s'agit de renforcer les interactions, les échanges, les apprentissages mutuels entre les paysans disposant de savoirs locaux, endogènes et les jeunes apprenants souvent évalués par les mécanismes de l'école classique/académique.*

*Développer des projets de coopération avec des interlocuteurs comme les Collectivités territoriales qui engagent des initiatives de développement basées sur la promotion de la transition agroécologique afin de les accompagner dans une dynamique de passage à l'échelle des bonnes pratiques dont les données de capitalisation pourraient alimenter les opérations de renforcement des capacités des agriculteurs et des services d'appui-conseil à la territorialisation de la formation agricole et agroécologique.*

*Collaborer autour des projets d'échanges d'élèves et*



*d'étudiants en formation agricole entre le Nord et le Sud pour favoriser le partage d'expériences et l'apprentissage mutuel entre des apprenants de cultures différentes. L'IPAR Think Tank est aussi une institution d'accueil pour les apprenants.*

*À ces 3 niveaux de coopération, IPAR Think Tank peut mettre à profit son expérience et son expertise pour contribuer à la formation agricole et en agroécologie des agriculteurs mais aussi des jeunes aspirants à devenir agriculteurs dans un contexte de relève agricole de plus en plus difficilement assurée. De par son expertise et son option stratégique d'agir sur les politiques publiques, IPAR Think Tank pourra également contribuer à appuyer les Collectivités territoriales désireuses de s'engager dans la transition agroécologique. »*



Cette mission collective ouest-africaine s'est donc révélée fructueuse à bien des égards. Afin de continuer à donner vie à ces partenariats, les établissements déjà impliqués comme ceux, publics ou privés, qui seraient intéressés pour intégrer

cette coopération peuvent compter sur l'appui du réseau Afrique de l'Ouest, pour accueillir des jeunes ivoiriens en service civique, mais aussi pour répondre à tout appel à projets permettant le financement d'actions s'inscrivant dans la durée.

Visionner [film « Agri-cultures / la coopération – la Côte d'Ivoire »](#) et le film [« Agri-cultures / le service civique – la Côte d'Ivoire »](#) sur Vimeo

Sidy Tounkara, représentant d'IPAR Sénégal, rend compte de sa participation dans [un article Think-Thank au SARA](#)

Contacts : Jean-Roland Arbus, co-animateur du réseau Afrique de l'Ouest, [jean-roland.arbus@educagri.fr](mailto:jean-roland.arbus@educagri.fr), Vanessa Forsans, co-animatrice du réseau Afrique de l'Ouest, animatrice du réseau CEFAGRI, [vanessa.forsans@educagri.fr](mailto:vanessa.forsans@educagri.fr), Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER, [rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr](mailto:rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr)